

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°73-2024-242

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

73_PREF_Préfecture de la Savoie / DCL Direction de la citoyenneté et de la légalité - Bureau de la réglementation générale et des titres

73-2024-12-20-00002 - Avis de la CDAC du 12 décembre 2024 sur un projet de création d'un bâtiment commercial de 499 m2 sur la commune de St Jean-de-Maurienne (3 pages)

Page 3

73_PREF_Préfecture de la Savoie / Direction des sécurités préfecture - Bureau de la sécurité intérieure et de la réglementation des armes

73-2024-12-20-00006 - Arrêté DS-BSIRA/2024-239 du 20 décembre 2024 portant interdiction temporaire du port et du transport d'armes, toutes catégories confondues, de munitions et d'objets pouvant constituer une arme par destination du mardi 31 décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025 (2 pages)

Page 7

73-2024-12-20-00003 - Arrêté n° DS-BSIRA/2024-243 du 20 décembre 2024 portant interdiction de rassemblement automobile sur la voie publique dans le département de la Savoie (2 pages)

Page 10

73-2024-12-20-00005 - Arrêté n°DS-BSIRA/2024-235 du 20 décembre 2024 portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques ?? du mardi 24 décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025 (4 pages)

Page 13

73-2024-12-20-00007 - Arrêté n°DS-BSIRA/2024-240 du 20 décembre 2024 portant diverses mesures d'interdiction, du mardi 31 décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025 (2 pages)

Page 18

73-2024-12-20-00004 - Arrêté préfectoral n° DS-BSIRA/2024-234 du 20 décembre 2024 constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique (2 pages)

Page 21

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2024-12-20-00002

Avis de la CDAC du 12 décembre 2024 sur un
projet de création d'un bâtiment commercial de
499 m2 sur la commune de St Jean-de-Maurienne



Bureau de la réglementation générale et des titres

AVIS

LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL DE LA SAVOIE,

Aux termes de ses délibérations en date du 12 décembre 2024 prises sous la présidence de Madame Karima HUNAULT, sous-Préfète de Saint-Jean-de-Maurienne (en visioconférence),

VU le code de commerce et notamment ses articles L750-1 à L752-27 et R751-1 à R752-48,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises et notamment son chapitre III ;

VU le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCL-PEJ n° 1-2024 en date du 9 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la Préfecture de la Savoie,

VU l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2024-119 du 27 février 2024 modifié portant renouvellement de la composition de la commission départementale d'aménagement commercial de la Savoie,

VU l'arrêté préfectoral n° DCL/BRGT/A2024-403 du 19 novembre 2024 précisant la composition de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial pour l'examen de la demande susvisée,

VU la demande de la mairie de Saint-Jean-de-Maurienne reçue le 15 novembre 2024, accompagnée de la délibération du conseil municipal en date du 28 octobre 2024 saisissant pour avis la commission départementale d'aménagement commercial, suite au dépôt d'une demande de permis de construire (permis n°07324824R1017) d'un bâtiment commercial à l'enseigne « FRESH » de 499 m² de surface de vente sur la commune de Saint-Jean-de-Maurienne – 1086 avenue du 8 mai 1945, par la SCI CHAPOFRAIS 29,

VU le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires,

VU la note technique établie par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Savoie,

Après qu'en aient délibéré les membres de la commission :

1 – Elus locaux

- Monsieur Philippe ROLLET, maire de Saint-Jean-de-Maurienne (en visioconférence)
- Monsieur Eric VAILLAUT, vice-président, représentant le président de la Communauté de Communes Coeur de Maurienne Arvan (3CMA) (en visioconférence)
- Monsieur Gaëtan MANCUSO, délégué du Syndicat du Pays de Maurienne chargé du SCOT (en visioconférence)
- Monsieur Yves DURBET, représentant les maires au niveau départemental (en visioconférence)
- Monsieur Gilbert GUIGUE, vice-président, représentant le président du conseil départemental,
- Madame Alexandra TURNAR, conseillère régionale, représentant le président du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes (en visioconférence)

2 – Personnalités qualifiées

⇒ consommation et protection des consommateurs

- Madame Josette CHARPENTIER, UFC-Que choisir
- Monsieur Pascal PACHOUD, AFOC Savoie

⇒ développement durable et aménagement du territoire

- Monsieur Jean BUSSON, FNE Savoie (en visioconférence)

- **CONSIDERANT** au regard de l'aménagement du territoire que le projet est conforme à la réglementation du PLU actuellement en vigueur et qu'il ne s'accompagne d'aucune nouvelle consommation foncière
- **CONSIDERANT** toutefois que le projet est situé dans une zone commerciale, principalement desservie par la voiture individuelle et qu'il ne participe pas au renforcement des centralités des bourgs
- **CONSIDERANT** de surcroît que l'accueil d'un magasin de produits frais entraîne un risque de concurrence avec les commerces du centre-ville et le marché qui s'en trouveraient ainsi fragilisés
- **CONSIDERANT** de plus la promiscuité du magasin dénommé Les Halles Blachère à l'enseigne « Provenc'Halles », spécialisé lui aussi dans la commercialisation de fruits frais et légumes primeurs
- **CONSIDERANT** également que l'arrivée d'une nouvelle enseigne alimentaire compromettrait les efforts collectifs engagés pour maintenir un équilibre commercial de la commune de Saint-Jean-de-Maurienne et de l'ensemble de la Communauté de communes 3CMA
- **CONSIDERANT** que l'architecture est peu qualitative perpétuant ainsi l'hétérogénéité de l'aménagement de cette zone

- **CONSIDERANT** au regard du développement durable que le projet répond aux obligations réglementaires en la matière mais sans toutefois les dépasser et que le magasin peut être accessible à pied, en vélo ou bus urbain

A DÉCIDÉ

par :

8 voix CONTRE :

Mmes CHARPENTIER, TURNAR

MM. BUSSON, DURBET, GUIGUE, MANCUSO, ROLLET, VAILLAUT

1 voix POUR :

M. PACHOUD

de donner un avis défavorable au projet de la SCI CHAPOFRAIS 29 représentée par M. Maxime MULLER, relatif à la construction d'un bâtiment commercial à l'enseigne « FRESH » de 499 m² de surface de vente sur la commune de Saint-Jean-de-Maurienne – 1086 avenue du 8 mai 1945

Chambéry, le 20 décembre 2024

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La sous-préfète de St Jean de Maurienne

Signé : Karima HUNAUT

En application des L752-4 et R 752-31 et suivants du code de commerce, un avis rendu sur le fondement de l'article L752-4 ne peut faire l'objet d'un recours qu'en cas d'avis défavorable. Un tel recours ne peut être présenté que par le demandeur qui peut saisir la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC), par envoi sécurisé (recommandé) à l'adresse suivante :

M. le Président de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial - DGE - Secrétariat – TELEDON 121 – 61 boulevard Vincent Auriol – 75703 PARIS CEDEX 13.

Le délai de recours d'un mois court, pour le demandeur, à compter de la notification du présent avis. La CNAC se prononce dans un délai d'un mois. Le silence de la commission nationale vaut confirmation de l'avis de la commission départementale.

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2024-12-20-00006

Arrêté DS-BSIRA/2024-239 du 20 décembre 2024
portant interdiction temporaire du port et du
transport d'armes, toutes catégories
confondues, de munitions et d'objets pouvant
constituer une arme par destination du mardi 31
décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du préfet
Direction des Sécurités**

Bureau de la sécurité intérieure
et de la réglementation des armes

**Arrêté DS-BSIRA/2024-239 du 20 décembre 2024
portant interdiction temporaire du port et du transport d'armes, toutes catégories
confondues, de munitions et d'objets pouvant constituer une arme par destination
du mardi 31 décembre 2024 au mercredi 1^{er} janvier 2025**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.3131-13 et suivants et L.3136-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2214-4 et L. 2215-1 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 132-75, 322-5 à 322-11-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.122-1, L.131-4 et suivants ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L.221-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République nommant en conseil des ministres le 20 juillet 2022 Monsieur François RAVIER, préfet du département de la Savoie ;

Considérant qu'à l'occasion de la soirée et de la nuit de la Saint Sylvestre, des rassemblements de personnes sont susceptibles de se produire sur la voie publique ;

Considérant que ces rassemblements de personnes sont susceptibles de générer des débordements constituant des troubles à l'ordre public ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévenir tout incident ou trouble à l'ordre public occasionné par l'utilisation d'armes et d'objets par destination (cailloux, engins incendiaires et explosifs,) ;

Considérant que pour assurer la sécurité des personnes et des biens et prévenir les troubles à l'ordre public, il y a lieu de réglementer le port et le transport d'armes toutes catégories confondues,

de munitions et d'objets pouvant constituer une arme par destination au sens de l'article 132-75 du code pénal sur le territoire de la Savoie du mardi 31 décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet,

ARRETE

Article 1er : Du mardi 31 décembre 2024 à partir de 10h00 jusqu'au mercredi 1^{er} janvier 2025 à 8h00, sur l'ensemble du département de la Savoie sont interdits :

- Sauf pour les personnes habilitées dans l'exercice de leur mission, le port et le transport, sans motif légitime d'armes, toutes catégories confondues, de munitions et d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;

Article 2 : Les contraventions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, BP 1135, Grenoble Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur de cabinet, la directrice départementale de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

A Chambéry, le 20 décembre 2024

Le Préfet,

Signé : François RAVIER

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2024-12-20-00003

Arrêté n° DS-BSIRA/2024-243 du 20 décembre
2024 portant interdiction de rassemblement
automobile sur la voie publique dans le
département de la Savoie



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet

Direction des Sécurités
Bureau de la sécurité intérieure
et de la réglementation des armes

**Arrêté n° DS-BSIRA/2024-243 du 20 décembre 2024
portant interdiction de rassemblement automobile sur la voie publique
dans le département de la Savoie**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2215-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L 211-1 et suivants

VU le code de la route, notamment ses articles L 236-1 et 2 ;

VU le code pénal et notamment ses articles 223-1, 322-3, 431-3 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République nommant en conseil des ministres le 20 juillet 2022 Monsieur François RAVIER, Préfet du département de la Savoie ;

CONSIDÉRANT que selon les éléments d'informations recueillis, un rassemblement automobile est susceptible d'être organisé dans le département de la Savoie le samedi 21 décembre 2024 regroupant un nombre important de personnes et de véhicules ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure toutes manifestations sur la voie publique sont soumises à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département ;

CONSIDÉRANT que le rassemblement automobile du 21 décembre 2024 annoncé via les réseaux sociaux n'a fait l'objet d'aucune déclaration préalable auprès des services compétents ni d'aucune mesure de sécurisation de la part de ses organisateurs ;

CONSIDÉRANT que ce type de rassemblements automobiles donne lieu à des troubles importants à l'ordre et à la sécurité publics : « drifts » (dérapages) et « burnout » (accélération sur place pour faire chauffer les pneus) dangereux pour les spectateurs ou courses de vitesse sur les axes routiers avec de grands excès de vitesse constatés par procès-verbaux ;

CONSIDÉRANT qu'un rassemblement automobile qui s'est déroulé récemment dans le département de l'Isère a occasionné de graves troubles à l'ordre public : rixes, accidents de la circulation,

engorgement des axes de circulation créant des ralentissements et mise en danger des usagers ; que par ailleurs des consignes avaient été données sur les réseaux sociaux aux participants en vue de ralentir voire de bloquer l'arrivée des forces de l'ordre ;

CONSIDÉRANT que depuis septembre 2024, plusieurs rassemblements automobiles ont eu lieu dans le département de la Savoie : le 20 septembre 2024 sur la commune de Grésy-sur-Aix (plusieurs dizaines de véhicules) et le 3 novembre 2024, sur la commune de Montmélian (500 voitures) et au cours de la même soirée sur la commune de Chambéry, dans la zone commerciale Chamnord ; rassemblement d'une centaine de véhicules au cours duquel une foule d'environ 500 personnes a pris à partie les forces de l'ordre en faisant notamment usage de fumigènes et de mortiers ;

CONSIDÉRANT d'autre part qu'au cours de la journée et de la soirée du samedi 21 décembre 2024, la circulation routière sera très importante sur les axes de la Savoie du fait du début des vacances scolaires de Noël et qu'un nombre important de véhicules va converger vers les stations de sports d'hiver ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte des éléments et circonstances locales particulières décrites ci-dessus un risque élevé de troubles graves à l'ordre public et que l'interdiction de tout rassemblement automobile non déclaré apparaît le moyen le plus adapté, nécessaire et proportionné afin de garantir la sûreté et la tranquillité publiques ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet de la Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} : La tenue de tout rassemblement automobile de personnes et de véhicules autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est interdit sur l'ensemble du territoire du département de la Savoie, **à compter du samedi 21 décembre 2024 à 08h00 jusqu'au dimanche 22 décembre 2024 à 12h00** .

Article 2 : Tout contrevenant à cette interdiction est passible des sanctions pénales prévues aux articles 431-9 et R 610-5 du code pénal ainsi qu'aux sanctions prévues par les différents articles visés par le présent arrêté ;

Article 3 : Tout rassemblement automobile sur la voie publique entrant dans le champ du présent arrêté pourra être dissipé le cas échéant selon les dispositions de l'article L 211-9 du code de la sécurité intérieure ;

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Savoie et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur. Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Le Directeur de cabinet du Préfet, les sous-préfets d'arrondissements, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, la directrice interdépartementale de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera transmise à Monsieur le Procureur de la République de Chambéry et à Mme la Procureure de la République d'Albertville.

A Chambéry, le 20 décembre 2024
Le Préfet,
Signé : François RAVIER

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2024-12-20-00005

Arrêté n°DS-BSIRA/2024-235 du 20 décembre
2024 portant réglementation de l'achat, de la
vente, de la cession, de l'utilisation, du port et du
transport des artifices de divertissement et
d'articles pyrotechniques
du mardi 24 décembre 2024 au mercredi 1er
janvier 2025



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet du Préfet
Direction des sécurités

Bureau de la sécurité intérieure
et de la réglementation des armes

**Arrêté n°DS-BSIRA/2024-235 du 20 décembre 2024
portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, de l'utilisation, du port et
du transport des artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques
du mardi 24 décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

VU la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le code pénal, notamment ses articles 222-14-1, 222-15-1, 322-11-1 2° et R.610-5 ;

VU le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2215-1 et L.2542-2 et suivants ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.3131-13 et suivants et L.3136-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER préfet de la Savoie ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 modifié pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU l'arrêté du 1er juillet 2015, relatif à la mise sur le marché de produits explosifs ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement

Considérant qu'en application des articles L.122-1 et L.742-2 du Code de la sécurité intérieure et de l'article 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans le département ;

Considérant le risque entre le 24 décembre 2024 et le 1^{er} janvier 2025 de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement et engins pyrotechniques à l'occasion des festivités de Noël et du nouvel an ;

Considérant que l'utilisation de ces artifices a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes, que ceux-ci résultent de l'intérêt présenté par certains badauds présents sur la voie publique ou de phénomènes de bandes ;

Considérant par ailleurs que l'utilisation d'artifices de divertissement et articles pyrotechniques impose des précautions particulières au regard des risques encourus pour ceux qui les manipulent ou pour leur entourage, notamment les enfants ;

Considérant que l'utilisation détournée des artifices de divertissement contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyens de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

Considérant que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

Considérant également que l'utilisation d'artifices de divertissement et articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour prévenir de tels actes qui portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens, de prendre toutes mesures de police de nature à garantir la sûreté et la tranquillité publiques ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation d'artifices de divertissement de catégories F2 et F3 figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé et annexée au présent arrêté sont interdits sur l'ensemble du territoire des communes du département de la Savoie du mardi 24 décembre 2024 à 10h00 jusqu'au mercredi 1er janvier 2025 à 8h00.

Article 2 : Les dispositions de l'article premier ne s'appliquent pas :

- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique déclaré tel que défini par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010 ;
- aux personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré ou autorisé par le maire de la commune.

Article 3 : les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues par les dispositions répressives susvisées.

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, BP 1135, Grenoble Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements d'Albertville et de Saint-Jean-de-Maurienne, la directrice interdépartementale de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des administratifs de la préfecture.

A Chambéry, le 20 décembre 2024

Le Préfet,

Signé : François RAVIER

ANNEXE : Liste des artifices de divertissement des catégories F2 et F3 fixée par l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement NOR : INTA2112138A

Type d'article pyrotechnique destiné au divertissement	Catégorie(s) concernée (s)
Pétard à mèche	F3
Batterie	F3
Batterie nécessitant un support externe	F3
Combinaison	F3
Combinaison nécessitant un support externe	F3
Pétard aérien	F2 et F3
Pétard à composition flash	F3
Fusée	F2 et F3
Chandelle romaine	F2 et F3
Chandelle monocoup	F2 et F3

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2024-12-20-00007

Arrêté n°DS-BSIRA/2024-240 du 20 décembre
2024 portant diverses mesures d'interdiction, du
mardi 31 décembre 2024 au mercredi 1er janvier
2025

Bureau de la sécurité intérieure
et de la réglementation des armes

**Arrêté n°DS-BSIRA/2024-240 du 20 décembre 2024
portant diverses mesures d'interdiction,
du mardi 31 décembre 2024 au mercredi 1er janvier 2025**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

VU le code pénal ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2215-1 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER préfet de la Savoie ;

Considérant qu'en application des articles L.122-1 et L.742-2 du Code de la sécurité intérieure et de l'article 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans le département ;

Considérant qu'à l'occasion de la soirée et de la nuit de la Saint Sylvestre, des rassemblements de personnes sont susceptibles de se produire sur la voie publique ;

Considérant que ces rassemblements de personnes sont susceptibles de générer des débordements constituant des troubles à l'ordre public ;

Considérant le risque d'incidents ou troubles à l'ordre public provoqués par des individus isolés ou en réunion contre des biens, véhicules ou bâtiments occasionnés par l'utilisation de carburants, combustibles ou produits inflammables, il convient d'en restreindre temporairement la vente au détail et le transport sur l'ensemble du département de la Savoie ;

Considérant que la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur la voie publique est de nature à créer des désordres matériels sur le domaine public, tout autant qu'à porter gravement atteinte à la santé et à la sécurité des personnes ;

Considérant que la vente à emporter de boissons alcoolisées, particulièrement en période nocturne, peut être à l'origine de débordements et constitue un facteur générateur de troubles à l'ordre et à la tranquillité publique ;

Considérant qu'il importe de prévenir les risques pouvant découler de la vente à emporter de boissons alcoolisées, de toutes les boissons conditionnées dans un contenant en verre et de la détention de toutes boissons conditionnées dans un contenant en verre sur la voie publique .

Considérant qu'il résulte de ce qui précède, qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures de police de nature à garantir la sûreté et la tranquillité publiques à l'occasion de la nuit du 31 décembre 2024 au 1^{er} janvier 2025 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet,

ARRÊTE

Article 1^{er} : du mardi 31 décembre 2024 à 10h00 au mercredi 1er janvier 2025 à 8h00, sont interdits :

- l'achat et le transport d'acide, de combustibles corrosifs, carburants à emporter, gaz inflammables et de tous produits inflammables ou chimiques sont interdits sur l'ensemble du département sauf nécessité dûment justifiée par le client, vérifiée en tant que de besoin, avec le concours des services de police et de gendarmerie ;
- la consommation en réunion de boissons alcooliques sur voie publique en dehors des lieux réservés à cet effet ;
- le transport et la détention d'alcool, conditionné dans un contenant en verre et en métal, sur la voie publique, à des fins de consommation sur la voie publique, en dehors des lieux prévus à cet effet ;

Article 2 : les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Article 3 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, BP 1135, Grenoble Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements d'Albertville et de Saint-Jean-de-Maurienne, la directrice interdépartementale de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des administratifs de la préfecture.

A Chambéry, le 20 décembre 2024

Le Préfet,

Signé : François RAVIER

73_PREF_Préfecture de la Savoie

73-2024-12-20-00004

Arrêté préfectoral n° DS-BSIRA/2024-234 du 20
décembre 2024 constatant des circonstances
particulières liées à l'existence de menaces
graves pour la sécurité publique

Bureau de la sécurité intérieure
et de la réglementation des armes

**Arrêté préfectoral n° DS-BSIRA/2024-234 du 20 décembre 2024
constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves
pour la sécurité publique**

Le Préfet de la Savoie
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des palmes académiques

VU le code de la sécurité intérieure et notamment son article L 613-2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la Savoie, Monsieur François RAVIER ;

VU la demande en date du 18 décembre 2024 par laquelle la SNCF sollicite l'autorisation de faire effectuer des palpations de sécurité par les personnels de son service interne de sécurité ;

CONSIDÉRANT le contexte national et international marqués par une menace terroriste qui reste élevée avec une posture VIGIPIRATE rehaussée en mars 2024 au niveau « urgence attentat » ;

CONSIDÉRANT que la stratégie de sécurité inhérente à ce niveau d'alerte prévoit de protéger les passagers dans les gares et les trains ;

CONSIDÉRANT qu'un nombre important de voyageurs va converger vers les stations de sports d'hiver en utilisant le réseau de la SNCF ;

CONSIDÉRANT que les circonstances sont particulièrement justifiées dans les installations des gares SNCF de Bourg-Saint-Maurice, Moutiers, Albertville, Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel-de-Maurienne pendant la saison hivernale en raison de l'affluence importante des voyageurs français et étrangers pendant cette période

CONSIDÉRANT que ces circonstances particulières justifient la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité et qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de cabinet

ARRETE

Article 1er - Les circonstances particulières susvisées justifient le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L 613-2 du code de la sécurité intérieure dans les enceintes des gares SNCF de Bourg-Saint-Maurice, Moutiers, Albertville, Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel-de-Maurienne et dans le périmètre des gares routières de Bourg-Saint-Maurice, Moutiers, Albertville, Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel-de-Maurienne pour les véhicules de transport relevant de la SNCF.

Article 2 - Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1er devront être réalisées dans les conditions prévues à l'article L 613-2 du code de la sécurité intérieure.

Article 3 - La durée d'application de cette autorisation d'effectuer des mesures de palpations par les agents du service interne de la SNCF est accordée du 20 décembre 2024 au 31 mars 2025 inclus de 06h00 à 00h45.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 - Le Sous-Préfet, directeur de cabinet, le directeur du service général de la SNCF, la directrice départementale de la police nationale de la Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie et dont un exemplaire sera transmis au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Albertville.

Chambéry, le 20 décembre 2024

Le Préfet,
Signé : François RAVIER